



L'ECOLE DES NEZ ROUGES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Espace Louise Michel
88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES

Associés
Commissaires aux Comptes

SIREN 428 905 848

Anne-Christine FRERE
Jean-Marc LEMOINE
Thierry VOIRIN
Françoise CHEVRIER
Guillaume MARION
Brice HOUTMANN
Jérôme WEXSTEEN
Ghislain VIRION

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

165 avenue André Malraux
54600 VILLERS-LES-NANCY
Tél. 03 83 27 05 06
villers-les-nancy@edec.fr

ZA de Ranfaing
Saint-Nabord
CS 50048
88202 REMIREMONT Cedex
Tél. 03 29 26 16 16
remiremont@cfgs.fr

1 Parc d'Activités Saint Michel sur
Meurthe
BP 93085
88103 SAINT-DIE Cedex
Tél. 03 29 58 00 00
saint-die@cfgs.fr

20 rue du Coteau-Dogneville
BP 61011
88050 EPINAL Cedex 9
Tél. 03 29 34 40 00
epinal@cfgs.fr

2 rue Kennedy
88130 CHARMES
Tél. 03 29 38 02 95
charmes@cfgs.fr

ORCOM CFCGS AUDIT

Société de Commissaires aux comptes
membre de la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes de l'Est

SAS AU CAPITAL DE 140 000 €
RCS EPINAL 494 334 329
N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE :
FR69 494 334 329

L'ECOLE DES NEZ ROUGES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Espace Louise Michel
88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES

SIREN 428 905 848

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'ECOLE DES NEZ ROUGES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier, dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Michel-sur-Meurthe,
Le 13 Avril 2024

ORCOM CFGS AUDIT



Françoise CHEVRIER

Commissaire aux comptes associée
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est

Bilan 2023

BILAN SYNTHETIQUE

ASSO L'ECOLE DES NEZ ROUGES

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Avec brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Fonds Propres		
Immobilisations incorporelles					Fonds Propres		
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation		
- Autres	1 296	1 296		1 296	Réserves :		
Immobilisations corporelles	202 613	142 590	60 023	17 588	- Réserve légale		
Immobilisations financières					- Réserves réglementées		
TOTAL I	203 909	143 886	60 023	18 884	- Autres	55 000	35 604
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau	108 722	78 908
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	12 000	49 210
Avances et acomptes versés sur commandes					Subvention d'investissement	9 753	1 862
					TOTAL I	185 474	165 584
					Fonds reportés ou dédiés		
					TOTAL II		
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)	61 954	58 572
Clients et comptes rattachés	6 425		6 425	7 260	Dettes		
Autres	21 939		21 939	19 536	Emprunts et dettes assimilées	15 172	1 585
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	187 844		187 844	188 136	Fournisseurs et comptes rattachés	3 360	3
Caisse	769		769	1 905	Autres	11 041	9 977
TOTAL II	216 977		216 977	216 837	TOTAL III	29 572	11 565
Charges constatées d'avance (III)					Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	420 886	143 886	277 000	235 721	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	277 000	235 721



COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

ASSO L'ECOLE DES NEZ ROUGES

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Avec brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 352	2 117
Ventes de Biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	183 570	188 953
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	105 739	133 187
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation con...		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	1 022	3 329
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts d...	5 971	10 662
Utilisations des fonds dédiés		
Autres Produits	3	620
TOTAL I	298 657	338 868
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises	8 965	6 293
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes	68 732	92 905
Aides Financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	155 633	127 040
Charges sociales	42 454	51 151
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 852	11 675
Dotations aux provisions	3 382	2 625
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 042	1 235
TOTAL II	290 060	292 924
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	8 596	45 943
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 294	1 069
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 294	1 069
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aus dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	640	27
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placemeent		
TOTAL IV	640	27



2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 655	1 042
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	10 251	46 985
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELLES</u>		
Sur opérations de gestion	82	
Sur opération en capital	1 862	3 724
Reprises aux amortissements, aux dépréciations et transferts de char...		
TOTAL V	1 944	3 724
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
Sur opérations de gestion	195	1 500
Sur opération en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	195	1 500
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI))		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	302 895	343 661
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	290 895	294 451
EXCEDENT OU DEFICIT	12 000	49 210
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestation en nature	49 771	70 154
Bénévolat		
TOTAL	49 771	70 154
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	35 375	43 736
Prestations en nature	14 396	26 418
Personnel bénévole		
TOTAL	49 771	70 154



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

INFORMATIONS GENERALES

L'association a pour objet :

- de promouvoir et développer le sens créatif et artistique des enfants, des jeunes et des adultes par des activités d'expression, notamment les « Arts du Cirque et de la Rue »,
- de favoriser dans ce domaine l'accès à la formation pour tous,
- de permettre la création, la promotion et la diffusion de spectacles,
- de privilégier autour des activités de l'association la notion d'échange, l'aspect interculturel, international et intergénérationnel.
- de promouvoir le lien social pour toutes les populations des territoires.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **277 000** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **302 895** euros et un total charges de **290 895** euros, dégageant ainsi un résultat de **12 000** euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code du Commerce, du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, ainsi que du règlement n° ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



Evaluation des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	De 1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	De 10 à 20 ans
Agencements des constructions	Linéaire	De 5 à 10 ans
Matériel & outillage	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 2 à 8 ans
Mobilier	Linéaire	De 5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciations des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.



Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait caractéristique n'est intervenu au cours de l'exercice.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture des comptes de l'exercice.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Logiciels				
Autres immob. Incorporelles	1 296			1 296
TOTAL	1 296			1 296
Terrains				
Constructions				
Agencements constructions				
Matériel & outillage	77 461	7 867	596	84 732
Matériel de transport	59 017	41 198		100 215
Matériel de bureau	12 988	4 678	1 549	17 666
Mobilier				
TOTAL	151 015	53 743	2 145	202 613
Titres de participation				
Dépôts & cautionnements				
TOTAL				
TOTAL GENERAL	152 311	53 743	2 145	203 909

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montants en fin d'exercice
Logiciels				
Autres immob. Incorporelles				
TOTAL				
Constructions				
Agencements constructions		1 296		1 296
Matériel & outillage	80 504	3 827	13 024	71 308
Matériel de transport	40 567	18 794		59 361
Matériel de bureau	12 356	1 991	2 427	11 921
Mobilier				
TOTAL	133 427	25 909	15 450	143 886
TOTAL GENERAL	133 427	25 909	15 450	143 886



Etat des provisions

	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montants en fin d'exercice
<u>Pour risques et charges</u>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour pensions	58 572	3 382		61 954
Autres				
TOTAL	58 572	3 382		61 954
<u>Pour dépréciation</u>				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL	58 572	3 382		61 954
TOTAL GENERAL	58 572	3 382		61 954
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles	3 382		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances douteuses ou litigieuses	168	168	
Autres créances clients	6 257	6 257	
Divers Etat et collectivités publiques	21 939	21 939	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL	28 364	28 364	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts & dettes ets crédit	15 172	2 812	12 360	
Emprunts & dettes financ. diverses				
Fournisseurs & comptes rattachés	3 360	3 360		
Personnel et comptes rattachés	1 223	1 223		
Organismes sociaux	6 704	6 704		
Impôts & taxes	94	94		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et sociétaires				
Autres dettes	3 019	3 019		
TOTAL	29 572	17 212	12 360	

Variation des fonds propres

	Montants en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants en fin d'exercice
Fonds associatifs	78 908	29 813	0	108 722
Réserves pérennité des emplois	17 802	7 198	0	25 000
Réserves lieu de stockage	17 802	12 198	0	30 000
Résultat	49 210	12 000	49 210	12 000
Subventions d'investissement	1 862	7 890	0	9 753
TOTAL	165 584	69 099	49 210	185 474

L'association a constitué des réserves affectées à la réalisation de projets :

- Réserves concernant le projet hangar : 30 000€
- Réserves concernant les risques liés aux emplois : 25 000€

Fonds dédiés

	Montants en début d'exercice	Reports en fonds dédiés de l'exercice	Fonds dédiés utilisés	Montants en fin d'exercice
Néant				
TOTAL				

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	
Clients – Factures à établir	
Etat – produits à recevoir	
Organismes sociaux – Produits à recevoir (CAF)	17 939
Divers – Produits à recevoir (Ville de St Dié)	4 000
TOTAL	21 939



Charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant
Emprunts – Intérêts courus	3 360
Fournisseurs – Factures non parvenues	
Clients – Avoirs à établir	
Etat – Charges à payer	
Personnel – Charges à payer	3 019
Organismes sociaux – Charges à payer	
Divers – Charges à payer	
Banques – Intérêts courus	
TOTAL	6 379

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Locations Assurances Contrats d'entretien Contrats de maintenance Publicité Abonnements	
TOTAL	
Dont : Exploitation Financier Exceptionnel	

Produits constatées d'avance	Montant
Clients facturés par avance Acomptes de subventions pour actions à réaliser sur exercices postérieurs	
TOTAL	
Dont : Exploitation Financier Exceptionnel	

Subventions d'investissement

Les subventions d'équipements perçues par l'association dans le cadre du financement de ses investissements, sont rapportées au compte de résultat sur le même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont servi à financer.

Informations par subvention sur la nature et l'organisme financeur :

2023 - Caf des Vosges pour le financement d'un minibus. Montant accordé : 9.834 €



COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions d'exploitation

Informations sur les montants des concours publics et subventions reçus :

Subvention de Fonctionnement Ville de St Dié des Vosges : 26 000 €

Subvention exceptionnelle Ville de St Dié des Vosges : 4 000 €

Subvention pour projets CAF des Vosges : 35 282 €

Subvention Région Grand Est aide à l'emploi : 3 200 €

Subvention de L'Etat ANCT projets : 10 000 €

Subvention de L'Etat FDVA fonctionnement : 5 000 €

Subvention de L'Etat Fonjep aide à l'emploi : 21 321 €

Subvention Autres Communes Fonctionnement : 200 €

Subvention Département des Vosges projets : 736 €

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature comptabilisées au pied du compte de résultat concernent les charges supplétives de la ville de Saint-Dié-Des-Vosges, à savoir :

- Personnels entretien : 14.396 €
- Locaux : 35 375 €

L'association ne valorise pas le temps des bénévoles.

Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3 360 € TTC et se rapporte au contrôle légal des comptes.

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant
Produits exceptionnels	
770000 : Produits exceptionnels	82
777000 : Quote-part de subvention d'invest. virée au résultat	1 862
TOTAL	1 944
Charges exceptionnelles	
671000 : Charges exceptionnelles	195
TOTAL	195



Transferts de charges

Nature	Montant
- Indemnités d'assurances	260
- Indemnités journalières sur maladies	
- Remboursements de formations	378
- Aide Emploi apprentis	5 333
TOTAL	5 971

Produits et charges sur exercices antérieurs

Nature	Montant
Produits	
- Néant	
TOTAL	
Charges	
- Néant	
TOTAL	

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Emprunts et dettes financières diverses	
TOTAL	-

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Une provision pour pensions d'un montant de 61 954 € est constituée à la clôture de cet exercice.

Le montant des engagements est calculé en fonction de la convention collective applicable à l'association, en fonction des catégories de personnel.

La méthode de calcul, conformément aux normes comptables en vigueur, prend en compte :

- le salaire brut, l'ancienneté et l'âge de chaque individu ;
- la totalité des effectifs présents ;



- une table de mortalité, une estimation de rotation du personnel ;
- un taux d'actualisation de 2 % ;
- un départ à la retraite à l'âge de 64 ans.

Effectifs du personnel :

Informations sur l'effectif moyen employé pendant l'exercice par catégories :

5 salariés en TP soit 5 ETP.

1 salariés en contrat d'apprentissage en TP soit 1 ETP.

2 Salariés en CEE pour jours